



COMMISSION EUROPÉENNE

Brussels, le 15.7.2024
C(2024) 5148 final

Son Excellence
Stéphane Séjourné
Ministre de l'Europe et des affaires
étrangères
37, Quai d'Orsay
F-75351 Paris
France

Objet: Notification 2024/0208/FR

Référentiel relatif aux systèmes de vérification de l'âge

**Émission d'observations conformément à l'article 5, paragraphe 2, de
la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Excellence,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités françaises ont notifié à la Commission, le 15 avril 2024, un projet de décision de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) qui établit un « *référentiel relatif aux systèmes de vérification de l'âge* » (ci-après dénommé « projet notifié »).

Selon le message de notification, le projet notifié vise à mettre en œuvre l'article 1^{er} de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 relative à la sécurisation et à la réglementation de l'espace numérique (ci-après dénommée « loi SREN », notifiée à la Commission sous les numéros de référence 2023/352/FR, 2023/461/FR et 2023/632/FR). La loi SREN habilite l'Arcom à établir et à publier un cadre de référence fixant les exigences techniques minimales applicables aux systèmes de vérification de l'âge afin de garantir que les contenus pornographiques mis à la disposition du public par un fournisseur de services de communication au public en ligne, sous sa responsabilité éditoriale, ou fournis par un service de plateforme de partage de vidéos, au sens de l'article 2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, ne sont pas accessibles aux mineurs. Le projet notifié concerne ces exigences techniques.

¹Directive no (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

Dans le cadre du projet notifié, la Commission a adressé aux autorités françaises, le 29 avril 2024, une demande d'informations complémentaires afin d'obtenir des éclaircissements sur les mesures envisagées. Les réponses fournies par les autorités françaises le 13 mai 2024, ainsi que les informations complémentaires fournies le 12 juillet 2024, sont prises en compte dans la présente évaluation.

L'examen des dispositions pertinentes notifiées a conduit la Commission à formuler les observations suivantes.

1. Introduction

Le projet notifié définit les exigences techniques applicables aux systèmes de vérification de l'âge en application de l'article 1^{er} de la loi SREN, qui a été notifié à la Commission en vertu de la directive (UE) 2015/1535 sous les numéros de référence 2023/352/FR, 2023/461/FR et 2023/632/FR. Le projet notifié poursuit le même objectif que les notifications précédentes des dispositions pertinentes de la loi SREN concernant la protection des mineurs lors de l'utilisation de services en ligne.

La Commission partage l'objectif des dispositions notifiées de protéger les mineurs en ligne, en particulier contre les contenus susceptibles de nuire à leur développement. La Commission note également que les objectifs des dispositions notifiées sont clairement alignés sur ceux du cadre juridique européen pour les services en ligne, en particulier le règlement (UE) 2022/2065 (législation sur les services numériques) ⁽²⁾ et la directive 2000/31/CE (directive sur le commerce électronique) ⁽³⁾.

La protection des mineurs est l'une des priorités de la Commission en matière d'application de la législation sur les services numériques. À l'automne dernier, la Commission a envoyé des demandes d'informations détaillées aux fournisseurs des cinq très grandes plateformes en ligne comptant le plus grand nombre d'utilisateurs (TikTok, Snapchat, YouTube, Instagram et Facebook) afin de s'enquérir des mesures qu'ils ont prises pour protéger les mineurs qui utilisent leurs services. Sur la base d'une évaluation des réponses, ainsi que des informations reçues dans les rapports d'évaluation des risques, la Commission a engagé des procédures formelles d'exécution à l'encontre de TikTok (es 19 février ⁽⁴⁾ et 22 avril 2024 ⁽⁵⁾) ainsi que d'Instagram et de Facebook (le 16 mai 2024 ⁽⁷⁾), car la Commission soupçonne que ces plateformes ne respectent pas les obligations qui leur incombent en vertu du règlement sur les services numériques en ce qui concerne la protection des mineurs. Il s'agit notamment du non-respect potentiel de l'obligation d'empêcher l'accès des mineurs à des contenus inappropriés, notamment au moyen d'outils de vérification de l'âge.

Le 13 juin 2024, la Commission a également demandé aux fournisseurs des trois plateformes pornographiques désignées très grandes plateformes en ligne en décembre 2023 de fournir des informations plus détaillées sur les mesures qu'elles ont prises pour

²) Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (législation sur les services numériques), JO L 277 du 27.10.2022, p. 1-102.

³) Directive no 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique»), JO L 178 du 17.7.2000, p. 1-16.

⁴https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_24_926.

⁵https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_24_2227.

évaluer et atténuer avec diligence les risques liés à la protection des mineurs en ligne, ainsi que des précisions sur les mécanismes de garantie de l'âge qu'elles ont adoptés ⁽⁶⁾.

2. Observations

Comme indiqué dans l'avis circonstancié rendu par la Commission dans le cadre de la notification 2023/461/FR, en l'absence d'une solution à l'échelle de l'Union pour vérifier l'âge des utilisateurs, un État membre pourrait prévoir une solution transitoire au sein de sa juridiction dans le respect du droit de l'Union mais il devrait également envisager un mécanisme permettant de retirer ou abroger toute mesure nationale qui deviendrait redondante une fois la solution technique européenne mise en œuvre.

La Commission prend note du fait que le projet notifié sera adopté dans la fenêtre d'action nationale indiquée par l'avis circonstancié rendu par la Commission dans le cadre de la notification 2023/461/FR. La Commission invite donc les autorités françaises à veiller à ce que le projet notifié prévoie un mécanisme permettant de retirer ou d'abroger la mesure nationale dès la mise en œuvre de la solution européenne.

La Commission invite également les autorités françaises à veiller à ce que le champ d'application personnel du projet notifié soit aligné sur les modifications apportées à la loi SREN pour assurer sa conformité à l'article 3, paragraphe 4, de la directive sur le commerce électronique tel qu'interprété par la CJUE. ⁽⁷⁾ En particulier, comme l'a rappelé la jurisprudence récente de la CJUE, l'application des dispositions nationales aux prestataires établis dans d'autres États membres ne devrait pas concerner une « catégorie donnée de services de la société de l'information décrite en termes généraux et s'appliquant indistinctement à tout prestataire de cette catégorie » [soulignement ajouté]. Au contraire, toute application aux prestataires transfrontaliers établis dans d'autres États membres doit identifier avec précision les prestataires de services concernés, ainsi que l'État membre d'établissement, et être faite dans le respect de la procédure établie par l'article 3, paragraphe 4, de la directive sur le commerce électronique.

Enfin, la Commission invite les autorités françaises à poursuivre leur participation active à la *task force* qui a été mise en place pour travailler sur des systèmes permettant de s'assurer de l'âge des utilisateurs à l'échelle européenne, ainsi qu'à l'élaboration des lignes directrices relatives à l'article 28 de la législation sur les services numériques avec l'objectif d'assurer un niveau approprié de cohérence dans l'application de cette norme, qui est appliquée conjointement par la Commission et les autorités nationales compétentes.

La Commission invite les autorités françaises à tenir compte des observations ci-dessus dans le texte final du projet notifié et de sa mise en œuvre.

⁶<https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/news/commission-sends-request-information-illegal-content-and-protection-minors-pornhub-xvideos-and>.

⁷L'affaire C-376/22, *Google Ireland*, ECLI: EU: C: 2023: 835, et récemment confirmé dans les affaires jointes C-662/22 et C-667/22, *Airbnb et Amazon*, ECLI: EU: C: 2024: 432; affaire C-663/22, *Expedia*, ECLI: EU: C: 2024: 433; affaire C-664/22, *Google*, ECLI: EU: C: 2024: 434; affaire C-665/22, *Amazon Services Europe*, ECLI: EU: C: 2024: 435.

La Commission rappelle en outre aux autorités françaises qu'une fois le texte définitif adopté, elles sont tenues de le communiquer à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veuillez agréer, Votre Excellence, l'expression de ma haute considération.



Pour la Commission européenne,

Roberto Viola
Directeur général
Direction générale des réseaux de
communication, du contenu et des
technologies